

NOUVEAUX CAHIERS DU CONSEIL CONSTITUTIONNEL N° 37 - OCTOBRE 2012

À chaque numéro des Nouveaux Cahiers, le service de documentation du Conseil constitutionnel élabore la « Revue doctrinale » qui recense les articles parus au cours du trimestre écoulé, à savoir :

- Les articles relatifs au Conseil constitutionnel
- Les chroniques de jurisprudence constitutionnelle
- Les articles relatifs aux décisions du Conseil constitutionnel
- Les articles relatifs au contrôle de constitutionnalité
- Les articles de droit constitutionnel étrangers

Articles recensés entre le 1^{er} avril et le 30 juin 2012

Doctrines portant sur le Conseil constitutionnel

- Béchillon, Denys de. Le Conseil est-il mou ? [Dossier : Le nouveau rôle du Conseil constitutionnel]. *Commentaire*, été 2012, n° 138, p. 474-480.
- Cassia, Paul. Le cumul des activités de membre du Conseil constitutionnel et d'avocat. [Entretien]. *Recueil Dalloz*, 14 juin 2012, n° 23, p. 1536.
- Feldman, Jean-Philippe. Réflexions par-delà la question prioritaire de constitutionnalité. [Dossier : Le nouveau rôle du Conseil constitutionnel]. *Commentaire*, été 2012, n° 138, p. 468-473.
- Guillaume, Marc. Avec la QPC, le Conseil constitutionnel est-il devenu une Cour suprême ? *La Semaine juridique. Édition générale*, 11 juin 2012, n° 24, p. 1176-1186.
- Kleitz, Clémentine. L'armée des douze Sages sort de l'ombre [Éditorial]. *Gazette du Palais*, 27-31 mai 2012, n° 148-152, p. 3.
- Le Foll, Yann. Le Conseil constitutionnel est-il devenu une Cour suprême ? *Lexbase Hebdo*, 19 avril 2012, n° 243.
- Lemaire, Elina. Dans les coulisses du Conseil constitutionnel. Comment le rôle de gardien des droits et libertés constitutionnellement garantis est-il conçu par les membres de l'institution ? [Dossier : Le Conseil constitutionnel, gardien des libertés publiques ?]. *Jus politicum*, mai 2012, n° 7. Disponible sur : <http://www.juspoliticum.com> ;
- Rousseau, Dominique. De quoi le Conseil constitutionnel est-il le nom ? [Dossier : Le Conseil constitutionnel, gardien des libertés publiques ?]. *Jus politicum*, mai 2012, n° 7. Disponible sur : <http://www.juspoliticum.com> ;

Chroniques sur la jurisprudence constitutionnelle

- Gaudemont, Christelle de. Tableau QPC (mars-mai 2012). *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 369-381
- Marasco, Serge. Les QPC (décembre 2011 à février 2012). *Le Courrier juridique des finances et de l'industrie*, deuxième trimestre 2012, n° 68, p. 2-10.
- Montgolfier, Jean-François de ; Prétot, Xavier ; Rousseau, Dominique ; Stahl, Jacques-Henri. Question prioritaire de constitutionnalité (janvier-avril 2012). *La Gazette du Palais*, 10 juin 2012, n° 162-164, p. 11-21.
- Bourdoiseau, Julien ; Gicquel, Jean-Éric ; Jan, Pascal ; Tellier-Cayrol, Véronique. Chronique QPC (septembre-décembre 2011) (1^{re} partie). *Les Petites Affiches*, 4 juin 2012, n° 111, p. 8-19.
- Bourdoiseau, Julien ; Gicquel, Jean-Éric ; Jan, Pascal ; Tellier-Cayrol, Véronique. Chronique QPC (septembre-décembre 2011) (Suite et fin). *Les Petites Affiches*, 5 juin 2012, n° 112, p. 9-15.
- Avril, Pierre ; Gicquel, Jean. Chronique constitutionnelle française (1^{er} octobre-31 décembre 2011). *Pouvoirs*, avril 2012, n° 141, p. 171-199.
- Bernaud, Valérie ; Jacquinet, Nathalie. Panorama : droit constitutionnel (janvier 2011-décembre 2011). *Recueil Dalloz*, 28 juin 2012, n° 25, p. 1638-1647.
- Anane, Sofian ; Baldes, Olivia ; Catelan, Nicolas ; Dussart, Marie-Laure ; Mangiavillano, Alexandre ; Perrier, Jean-Baptiste ; Salati, Olivier ; Siffrein-Blanc, Caroline ; Slama, Serge ; Tzutzuiano, Catherine. Jurisprudence du Conseil constitutionnel. *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2012, n° 90, p. 373-429.
- Mathieu, Bertrand. Jurisprudence relative à la Question prioritaire de constitutionnalité (11 février-24 avril 2012). *La Semaine juridique. Édition générale*, 28 mai 2012, n° 22, p. 1075-1081.

Articles relatifs aux décisions du Conseil constitutionnel

- Mestre, Jean-Louis. À propos du fondement constitutionnel de la compétence de la juridiction administrative. *Revue française de droit administratif*, mars-avril 2012, n° 2, p. 339-341

18 juin 2010, 2010-8 QPC, Époux L. [Faute inexcusable de l'employeur]

- Josso, Selma. Pour une révolution des méthodes. Retour sur la décision QPC du 18 juin 2010, Époux L. (Faute inexcusable de l'employeur). *Politeia*, printemps 2011, n° 19, p. 133-152

3 décembre 2010, 2010-74 QPC, M. Jean-Marc P. et autres [Rétroactivité de la loi pénale plus douce]

- Chevallier, Jean-Yves. Loi pénale nouvelle plus douce - Application immédiate - Portée de la rétroactivité « *in mitius* » - Limitation constitutionnelle. In « Droit pénal général ». *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 141-143.

9 juin 2011, 2011-631 DC, Loi relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité

- Levade, Anne. Directive Retour : le retour... à suivre. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 63-65.
- Slama, Serge. Les lambeaux de la protection constitutionnelle des étrangers. In « Jurisprudence du Conseil constitutionnel ». *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2012, n° 90, p. 373-386.

8 juillet 2011, 2011-146 QPC, Département des Landes [Aides publiques en matière d'eau potable ou d'assainissement]

- Demaye, Patricia. Le principe de la libre administration autorise la modulation des aides financières entre collectivités territoriales. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 52-57.

29 juillet 2011, 2011-155 QPC, M^{me} Laurence L. [Pension de réversion et couples non mariés]

- Foirry, Anne-Chloé. Pacsés et concubins exclus du bénéfice de la pension de réversion : une interprétation controversée mais cohérente du principe d'égalité par le Conseil constitutionnel. *Politeia*, automne 2011, n° 20, p. 41-51.

4 août 2011, 2011-635 DC, Loi sur la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et le jugement des mineurs

- Catelan, Nicolas ; Perrier, Jean-Baptiste. Citoyens assesseurs et mineurs délinquants : le Conseil constitutionnel confronté à l'évolution de la justice pénale. In « Jurisprudence du Conseil constitutionnel ». *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2012, n° 90, p. 386-397.
- Wolikow, Julien. L'instauration de citoyens assesseurs auprès des juridictions pénales : mise en perspective avec le recrutement des agents publics. *Actualité juridique-Fonctions publiques*, mai-juin 2012, n° 3, p. 121-123.

5 août 2011, 2011-157 QPC, Société SOMODIA [Interdiction du travail le dimanche en Alsace-Moselle]

- Hennion-Jacquet, Patricia. Le droit local du travail alsacien-mosellan : principe d'égalité neutralisé, principe de légalité consacré. (Cass. crim., 31 janvier 2012, n° 10-86.968). *Recueil Dalloz*, 19 avril 2012, n° 16, p. 1047-1050.
- Radé, Christophe. Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 104-107.

16 septembre 2011, 2011-163 QPC, M. Claude N. [Définition des délits et crimes incestueux]

- Bonfils, Philippe. La disparition de l'inceste dans le Code pénal. *Droit de la famille*, juin 2012, n° 6, p. 35-36.
- Combes de Nayves, Pierre de. Loi sur l'inceste : peut mieux faire. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 91-94.
- Planque, Jean-Claude. Infractions incestueuses : Objets Pénaux Non Identifiés et conséquences identifiables. *La Gazette du Palais*, 18-19 avril 2012, n° 109-110, p. 13-15.

23 septembre 2011, 2011-166 QPC, M. Yannick N. [Validation législative de procédures fiscales]

- La Mardière, Christophe de. Validations législatives : le Conseil constitutionnel persiste. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 122-123.

2011-172 QPC, Époux L. et autres [Accès aux propriétés privées pour l'étude des projets de travaux publics]

- Le Bot, Olivier. Travaux publics : le droit d'accès des agents publics sur les propriétés privées est conforme à la Constitution. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 80-82.

30 septembre 2011, 2011-173 QPC, M. Louis C. et autres [Conditions de réalisation des expertises génétiques sur une personne décédée à des fins d'actions en matière de filiation]

- Bioy, Xavier. Conditions de réalisation des expertises génétiques sur une personne décédée à des fins d'actions en matière de filiation. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 138-139.
- Siffrein-Blanc, Caroline. L'expertise génétique *post mortem* : le Conseil refuse de déclarer l'inconstitutionnalité de l'article 16-11 du Code civil. In « Jurisprudence du Conseil constitutionnel ». *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2012, n° 90, p. 408-412.

6 octobre 2011, 2011-174 QPC, M^{me} Oriette P. [Hospitalisation d'office en cas de péril imminent]

- Fallon, Damien. Le Conseil constitutionnel précise sa position sur le régime d'hospitalisation sans consentement. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 140-145.

14 octobre 2011, 2011-182 QPC, M. Pierre T. [Servitude administrative de passage et d'aménagement en matière de lutte contre l'incendie]

- Dussart, Marie-Laure. Les servitudes administratives en « question ». In « Jurisprudence du Conseil constitutionnel ». *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2012, n° 90, p. 412-418.

2011-183/184 QPC, Association France Nature Environnement [Projets de nomenclature et de prescriptions générales relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement]

- Faro, Alexandre. La portée du principe de participation du public consacré par l'article 7 de la Charte de l'environnement. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 150-153.
- Tourtin, Angélique. Précisions sur le droit de participation à l'élaboration des décisions ayant une incidence sur l'environnement. *La Semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales*, 10 avril 2012, n° 14, p. 37-40.

21 octobre 2011, 2011-185 QPC, M. Jean-Louis C. [Levée de l'hospitalisation d'office des personnes pénalement irresponsables]

- Fallon, Damien. Le Conseil constitutionnel précise sa position sur le régime d'hospitalisation sans consentement. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 140-145.

18 novembre 2011, 2011-191/194/195/196/197 QPC, M^{me} Élise A. et autres [Garde à vue II]

- Danet, Didier. Constitutionnalité, non-conventionnalité et application de la loi nouvelle sur la garde à vue. *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 185-190.
- Daoud, Emmanuel ; Ghrenassia, César. D'une garde à vue l'autre : commentaire de la décision n° 2011-194 du Conseil constitutionnel. *Revue Lamy Droit des affaires*, mars 2012, n° 69, p. 85-90.
- Lamy, Bertrand de. La fin de la saga « garde à vue » ?. *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 217-221.

25 novembre 2011, 2011-199 QPC, M. Michel G. [Discipline des vétérinaires]

- Le Bot, Olivier. Exercice du pouvoir répressif par les juridictions administratives spéciales : le Conseil constitutionnel impose la séparation des fonctions de poursuite, d'instruction et de sanction. *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 337-338.

2 décembre 2011, 2011-202 QPC, M^{me} Lucienne Q. [Hospitalisation sans consentement antérieure à la loi n° 90-527 du 27 juin 1990]

- Fallon, Damien. Le Conseil constitutionnel précise sa position sur le régime d'hospitalisation sans consentement. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 140-145.

8 décembre 2011, 2011-641 DC, Loi relative à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles

- Fleury, Benoît. Réforme des juridictions financières du « grand organisme d'audit et de contrôle » au prétendu cavalier législatif. *Gestion et finances publiques*, mai 2012, n° 5, p. 40-43.

9 décembre 2011, 2011-205 QPC, Patélise F. [Nouvelle-Calédonie : rupture du contrat de travail d'un salarié protégé]

- Janicot, Laetitia ; Roblot-Troizier, Agnès. Liberté syndicale, principe de participation des travailleurs et agents des collectivités publiques : le cas de la Nouvelle-Calédonie. *Revue française de droit administratif*, mars-avril 2012, n° 2, p. 355-362.

15 décembre 2011, 2011-642 DC, Loi de financement de la sécurité sociale pour 2012

- Bachschmidt, Philippe. L'amélioration de l'équilibre budgétaire : nouvelle dérogation à la règle de l'entonnoir ?. *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 270-271.

16 décembre 2011, 2011-206 QPC, M. Noël C. [Saisie immobilière, montant de la mise à prix]

- Salati, Olivier. [Note sous décision n° 2011-206 QPC]. In « Jurisprudence du Conseil constitutionnel ». *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2012, n° 90, p. 418-421.

2011-207 QPC, Société Grande brasserie patrie Schutzenberger [Inscription au titre des monuments historiques]

- Garnier, Florent. Patrimoine culturel et QPC. *Actualité juridique-Droit administratif*, 18 juin 2012, n° 21/2012, p. 1170-1175.
- Le Louarn, Patrick. La consécration constitutionnelle de la protection des monuments historiques. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 83-89.

22 décembre 2011, 2011-643 DC, Résolution tendant à modifier le règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme et l'action du Sénat en matière de développement durable

- Bachschmidt, Philippe. Validation de la réforme du règlement du Sénat. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 36-37.

28 décembre 2011, 2011-644 DC, Loi de finances pour 2012

- Barilari, André. Contrôle des lois de finances initiale pour 2012 et rectificative pour 2011. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 119-122.

2011-645 DC, Loi de finances rectificative pour 2011

- Barilari, André. Contrôle des lois de finances initiale pour 2012 et rectificative pour 2011. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 119-122.

12 janvier 2012, 2011-4538 SEN - Sénat, Loiret

- Derosier, Jean-Philippe. Une QPC dans le contentieux électoral, ou lorsque le préalable devient préjudiciel. *La Semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales*, 23 avril 2012, n° 16, p. 40-43.
- Dord, Olivier. QPC « AOC » et QPC « d'assemblage ». À propos du Conseil constitutionnel juge électoral d'un grief d'inconstitutionnalité. *Actualité juridique-Droit administratif*, 14 mai 2012, n° 17/2012, p. 961-965.
- Ghévantian, Richard. Un Janus jurisprudentiel : à propos de la décision 2011-4538 du Conseil constitutionnel du 12 janvier 2012 - Sénat, Loiret. *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 343-348.

13 janvier 2012, 2011-208 QPC, Consorts B. [Confiscation de marchandises saisies en douane]

- Roussel, Gildas. L'inconstitutionnalité de la confiscation douanière. *Actualité juridique-Pénal*, avril 2012, n° 4, p. 232-233.

2011-210 QPC, M. Ahmed S. [Révocation des fonctions de maire]

- Dubreuil, Charles-André. Le pouvoir de révocation des maires est conforme à la Constitution. *La Semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales*, 23 avril 2012, n° 16, p. 37-40.

20 janvier 2012, 2011-212 QPC, M^{me} Khadija A., épouse M. [Procédure collective : réunion à l'actif des biens du conjoint]

- Inconstitutionnalité de la réunion à l'actif des biens du conjoint *in bonis*. *Revue Lamy Droit des affaires*, mars 2012, n° 69, p. 29.
- Antonini-Cochin, Laetitia. Entreprises en difficulté. *La Gazette du Palais*, 27-28 avril 2012, n° 118-119, p. 41-42.
- Becqué-Ickowicz, Solange ; Cabrillac, Séverine. Le coup de grâce constitutionnel à la « présomption mucienne ». *Bulletin Joly Entreprises en difficulté*, mars-avril 2012, p. 120-124.
- Jacotot, David. Le conjoint échappe à l'action en réunion d'actif. *Les Petites Affiches*, 17 avril 2012, n° 77, p. 3.

27 janvier 2012, 2011-211 QPC, M. Éric M. [Discipline des notaires]

- Gallois, Julie. Discipline des notaires : inconstitutionnalité de l'automatisme de la non-inscription sur les listes électorales en cas de destitution. *Actualité juridique-Pénal*, mai 2011, n° 5, p. 286-287.

2011-213 QPC, COFACE [Suspension des poursuites en faveur de certains rapatriés]

- Leborgne, Anne. Procédures civiles d'exécution. *Droit et Procédure*, juin 2012, n° 6, p. 160-163.

2011-215 QPC, M. Régis J. [Régime des valeurs mobilières non inscrites en compte]

- Mauriès, Victoria. Obligation d'inscription en compte des valeurs mobilières et QPC. *Revue Lamy Droit des affaires*, mars 2012, n° 69, p. 36.

3 février 2012, 2011-216 QPC, M. Franck S. [Désignation du représentant syndical au comité d'entreprise]

- Radé, Christophe. Application immédiate des conditions de désignation du représentant syndical au comité d'entreprise dans les entreprises de 300 salariés. *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 330-333.

2011-217 QPC, M. Mohammed Alki B. [Délit d'entrée ou de séjour irrégulier en France]

- Levade, Anne. Directive retour et délit d'entrée ou de séjour irrégulier : l'exigence constitutionnelle de transposition des directives définitivement stérilisée dans le cadre de la QPC ?. *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 286-290.
- Tchen, Vincent. De la jonction des sources constitutionnelles et communautaires en droit des étrangers. *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 339-342.

2011-218 QPC, M. Cédric S. [Condamnation d'un officier de carrière et perte de grade entraînant la cessation d'office de l'état militaire]

- Detraz, Stéphane. Peines [Note sous décision n° 2011-218 QPC]. *La Gazette du Palais*, 20-21 avril 2012, n° 111-112, p. 31-32.

9 février 2012, 2012-646 DC, Loi organique portant diverses dispositions relatives au statut de la magistrature

- Benetti, Julie. « Exception jurisprudentielle » et « décision d'espèce » ou comment (re)virer de direction sans le dire. *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 267-269.

10 février 2012, 2011-220 QPC, M. Hugh A. [Majoration fiscale de 40 % pour non déclaration de comptes bancaires à l'étranger ou de sommes transférées vers ou depuis l'étranger]

- Raquin, Cécile. Le contrôle des juges de la constitutionnalité et de la conventionnalité sur les dispositifs de prévention de l'évasion fiscale internationale. *Revue de jurisprudence fiscale*, avril 2012, n° 4/12, p. 299-303.

15 février 2012, 2012-237 QPC, M. Zafer E. [Demande tendant à la saisine directe du Conseil constitutionnel d'une question prioritaire de constitutionnalité]

- Barthélemy, Jean ; Boré, Louis. QPC et saisine directe du Conseil constitutionnel. *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 300-301.

17 février 2012, 2011-222 QPC, M. Bruno L. [Définition du délit d'atteintes sexuelles incestueuses]

- Planque, Jean-Claude. Infractions incestueuses : Objets Pénaux Non Identifiés et conséquences identifiables. *La Gazette du Palais*, 18-19 avril 2012, n° 109-110, p. 13-15.

2011-223 QPC, Ordre des avocats au barreau de Bastia [Garde à vue en matière de terrorisme : désignation de l'avocat]

- Chavent-Leclère, Anne-Sophie. L'inconstitutionnalité de la garde à vue en matière de terrorisme relativement à la désignation imposée de l'avocat. *Procédures*, avril 2012, n° 4, p. 27-28.
- Darsonville, Audrey. Le Conseil constitutionnel rassure partiellement les avocats. *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 314-320.
- Fourment, François. Garde à vue en matière de terrorisme : droit à l'assistance d'un avocat de son choix, vraiment ?. *La Gazette du Palais*, 20-21 avril 2012, n° 111-112, p. 42-43.
- Haas, Marion ; Maron, Albert. Le choix de l'avocat peut-il être imposé ?. *Droit pénal*, avril 2012, n° 4, p. 42-43.
- Nioré, Vincent ; Soffer, Ron. La restriction du libre choix de l'avocat en matière de terrorisme jugée inconstitutionnelle. *La Gazette du Palais*, 25 mars 2012, n° 85-87, p. 14-17.
- Perrier, Jean-Baptiste. Restriction au libre choix de l'avocat lors de la garde à vue en matière de terrorisme : une inconstitutionnalité et une possibilité. *Actualité juridique-Pénal*, juin 2012, n° 6, p. 342-343.

21 février 2012, 2012-233 QPC, M^{me} Marine Le Pen [Publication du nom et de la qualité des citoyens élus habilités ayant présenté un candidat à l'élection présidentielle]

- Chrestia, Philippe. Transparence et (est ?) démocratie. *Actualité juridique-Droit administratif*, 23 avril 2012, n° 15/2012, p. 841-843.

25 février 2012, 2011-224 QPC, Coordination pour la sauvegarde du bois de Boulogne [Validation législative de permis de construire]

- Ferrari, Sébastien. Le retour des lois individuelles ?. *Droit administratif*, mai 2012, n° 5, p. 30-33.

28 février 2012, 2012-647 DC, Loi visant à réprimer la contestation de l'existence des génocides reconnus par la loi

- Amson, Charles. Loi sur la négation du génocide arménien : la décision du Conseil constitutionnel du 28 février 2012 ou l'impossible conciliation des lois mémorielles et de la liberté d'expression. *La Gazette du Palais*, 28 mars 2012, n° 88-89, p. 9-11.
- Camby, Jean-Pierre. La loi et le négationnisme : de l'exploitation de la mémoire au droit au débat sur l'histoire. *Les Petites Affiches*, 6 avril 2012, n° 70, p. 11-22.
- Derieux, Emmanuel. Sanction de la contestation de génocides et garantie de la liberté d'expression. Une décision « Nègre blanc ». *Revue Lamy Droit de l'immatériel*, mars 2012, n° 80, p. 6-8.
- Francillon, Jacques. Pénalisation de la contestation de l'existence d'un génocide reconnu par la loi. *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 179-182.
- Hamon, Francis. Le Conseil constitutionnel et les lois mémorielles. *Droit administratif*, mars-avril 2012, n° 2, p. 7-11.
- Lepage, Agathe. Quelques réflexions sur l'échec de l'incrimination de la contestation de l'existence de génocides. *Communication commerce électronique*, juin 2012, n° 6, p. 8-11.
- Levade, Anne ; Mathieu, Bertrand. Le législateur ne peut fixer des vérités et en sanctionner la contestation. *La Semaine juridique. Édition générale*, 2 avril 2012, n° 14, p. 680-684.
- Mallet-Poujol, Nathalie. La loi de pénalisation du négationnisme : la censure constitutionnelle ou le crépuscule des lois mémorielles. *Légipresse*, avril 2012, n° 293, p. 219-226.
- Mouysset, Olivier. Pas de nouveau délit de contestation (ou de minimisation) de l'existence de crimes contre l'humanité : suite et fin ?. In « Un an de droit pénal de la presse (avril 2011-mars 2012) ». *Droit pénal*, juin 2012, n° 6, p. 26-27.
- Puig, Pascal. La loi peut-elle sanctuariser l'Histoire ?. In « Sources du droit en droit interne ». *Revue trimestrielle de droit civil*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 78-84.
- Roux, Jérôme. Le Conseil constitutionnel et le génocide arménien : de l'a-normativité à l'inconstitutionnalité de la loi. *Recueil Dalloz*, 12 avril 2012, n° 15, p. 987-993.

15 mars 2012, 2012-649 DC, Loi relative à la simplification du droit et à l'allègement des démarches administratives

- Benetti, Julie. « Exception jurisprudentielle » et « décision d'espèce » ou comment (re)virer de direction sans le dire. *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 267-269.

22 mars 2012, 2012-652 DC, Loi relative à la protection de l'identité

- Lesaffre, Hubert. Censure de l'hyper fichier biométrique. *Lettre « Actualités Droits-Libertés » du CREDOF*, 20 avril 2012, 3 p. Disponible sur : <http://www.credof.fr/actualites-droits-libertes/2012/04/20/censure-de-lhyper-fichier-biometrique> ;
- Matthios, Fabien. La loi sur la protection de l'identité est-elle conforme à la Constitution ?. *Les Petites Affiches*, 24 avril 2012, n° 82, p. 6-8.
- Tchen, Vincent. Les ambiguïtés de la lutte contre la fraude identitaire. À propos de la loi du 27 mars 2012. *La Semaine juridique. Édition générale*, 9 avril 2012, n° 15, p. 717-719.
- Tchen, Vincent. L'informatisation des documents d'identité numérisés. *Droit administratif*, mai 2012, n° 5, p. 24-26.
- Trézéguet, Marlène. Cadre légal de la carte d'identité biométrique mais inconstitutionnalité du fichier central commun et de la puce « signature électronique ». *Revue Lamy Droit de l'immatériel*, juin 2012, n° 83, p. 47-49.

30 mars 2012, 2012-227 QPC, M. Omar S. [Conditions de contestation par le procureur de la République de l'acquisition de la nationalité par mariage]

- Lamarche, Marie. Mariage, communauté de vie et nationalité : pas de révolution constitutionnelle. *Droit de la famille*, mai 2012, n° 5, p. 3-4.
- Preuss-Laussinotte, Sylvia. Réserve d'interprétation sur la présomption de fraude applicable à la déclaration de nationalité par le mariage. *Dictionnaire permanent droit des étrangers*, avril 2012, n° 210, p. 10.
- Slama, Serge. Réserve d'interprétation sur le cumul d'une prescription d'action « glissante » et d'une présomption de fraude en cas de rupture de la vie commune dans l'année de l'acquisition de la nationalité par mariage. *Lettre « Actualités Droits-Libertés » du CREDOF*, 9 avril 2012, 5 p. Disponible sur : <http://www.credof.fr/actualites-droits-libertes/2012/04/09/reserve-dinterpretation-sur-le-cumul-dune-prescription-daction-glissante-et-dune-presomption-de-fraude-en-cas-de-rupture-de-la-vie-commune-dans-lannee-de-lacquisition-de-la-nationalite-par-mariage> ;

6 avril 2012, 2012-226 QPC, Consorts T. [Conditions de prise de possession d'un bien ayant fait l'objet d'une expropriation pour cause d'utilité publique]

- Gras, Frédéric. Le Conseil constitutionnel conforte les spécificités du métier de journaliste et de la commission arbitrale. *Légipresse*, juin 2012, n° 295, p. 364-370.

16 mai 2012, 2012-248 QPC, M. Mathieu E. [Accès aux origines personnelles]

- Dumortier, Thomas. L'accouchement sous X déclaré conforme à la Constitution. *Lettre « Actualités Droits-Libertés » du CREDOF*, 24 mai 2012, 2 p. Disponible sur : <http://www.credof.org/actualites/actualites-droits-libertes/2012/05/24/2012-248-qpc-mathieu-e-accouchement-sous-x-declare-conforme-a-la-constitution> ;

2012-249 QPC, Société Cryo-Save France [Prélèvement de cellules du sang de cordon ou placentaire ou de cellules du cordon ou du placenta]

- Catto, Marie-Xavière. Constitutionnalité de l'interdiction de conserver, à titre préventif, le sang de cordon dans un cadre intrafamilial. *Lettre « Actualités Droits-Libertés » du CREDOF*, 3 juin 2012, 7 p. Disponible sur : <http://www.credof.org/actualites/actualites-droits-libertes/2012/06/03/2012-249-qpc-societe-cryo-save-france> ;

Doctrines relatives au contrôle de constitutionnalité

Généralités

- Dyèvre, Arthur. France : Patterns of Argumentation in Constitutional Council Opinions. 20 mars 2012, 49 p. Disponible sur : <http://www.credof.org/actualites/actualites-droits-libertes/2012/03/20/2012-03-20-dyevre-arthur> ;
- K'Bidi, Emeline. Question prioritaire de constitutionnalité et contrôle de conventionnalité : concurrence ou complémentarité ? *Revue juridique de l'océan Indien*, 2011, n° 12, p. 5-52.
- Larribau-Terneyre, Virginie. Deux bougies pour la QPC [Repère]. *Droit de la famille*, avril 2012, n° 4, p. 2-3.
- Lefebvre, Christian. La QPC face à la souveraineté parlementaire. [Débat : Avec la question prioritaire de constitutionnalité (QPC), le Conseil constitutionnel est-il devenu une Cour suprême ? Paris, 10 avril 2012]. *Les Annonces de la Seine*, 12 avril 2012, n° 26, p. 14-15.
- Philippe, Xavier. Brèves réflexions sur la question prioritaire de constitutionnalité. Dans une perspective comparatiste : le juge *a quo*, juge du filtre ou « juge constitutionnel négatif ». *Revue belge de droit constitutionnel*, avril 2012, n° 2-3, p. 147-158.
- Vidal-Naquet, Ariane. L'efficacité dans le contrôle de constitutionnalité. In : *L'efficacité de la norme juridique. Nouveau vecteur de légitimité ?*. Bruxelles : Bruylant, 2012, p. 187-207.

Questions de procédure

- Devant le premier juge, QPC sur QPC ne vaut. (TA Nancy, 21 février 2012, Société AS Nancy-Lorraine, n° 1100782). *Actualité juridique-Droit administratif*, 18 juin 2012, n° 21/2012, p. 1183.
- Barthélemy, Jean ; Boré, Louis. Le recours contre les décisions des juridictions du fond refusant de transmettre une QPC (suite). (CE, 30 décembre 2011, n° 350412, Chemarin). *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 71-73.
- Barthélemy, Jean ; Boré, Louis. Recours contre les décisions des juridictions du fond refusant de transmettre une QPC (fin ?). (Cass. civ. 1^{er}, 8 mars 2012, n° 11-24.638). *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 299-300.
- Brondel, Séverine. Quel sort pour une QPC quand le litige au fond est clos ? (CE, 4 juin 2012, M. Morel, n° 357693). *Actualité juridique-Droit administratif*, 18 juin 2012, n° 21/2012, p. 1132.
- Conseil d'État. Centre de coordination et de documentation. Bilan de la mise en œuvre des questions prioritaires de constitutionnalité. *Rapport public du Conseil d'État 2012*. Paris : La Documentation française ; Paris : Conseil d'État, 2012, p. 51-57.
- De Baecke, Pierre. Référé contractuel : une voie de recours effective qui ne peut faire l'objet d'une QPC. (CE, 27 octobre 2011, n° 350790, TAT). *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 75-78.
- Fossier, Thierry. Comprendre les refus de transmission de QPC par la chambre criminelle de la Cour de cassation. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 94-102.
- Gridel, Jean-Pierre. Question prioritaire de constitutionnalité. Le filtrage par la Cour de cassation. *Bulletin d'information : jurisprudence, doctrine, communications*, 1^{er} mai 2012, n° 761, p. 6-11.
- Groulier, Cédric. La normativité des lois de programmation au prisme de la QPC. À propos de CE, 18 juillet 2011, Fédération nationale des chasseurs et Fédération départementale des chasseurs de la Meuse. *Actualité juridique Droit administratif*, 4 juin 2012, n° 19, p. 1047-1053.
- Saint-James, Virginie. Les décisions de la Cour de cassation et du Conseil d'État de ne pas transmettre une QPC : la place des cours souveraines en question ? *Revue du droit public et de la science politique en France et à l'étranger*, 2012, n° 3, p. 607-637.
- Wachsmann, Patrick. L'oracle des libertés ne parle qu'une seule fois. [Dossier : Le Conseil constitutionnel, gardien des libertés publiques ?]. *Jus politicum*, mai 2012, n° 7. Disponible sur : <http://www.juspoliticum.com/actualites/actualites-droits-libertes/2012/05/07/2012-05-07-wachsmann-patrick> ;

Techniques de contrôle

- Baranger, Denis. Sur la manière française de rendre la justice constitutionnelle. Motivations et raisons politiques dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel. [Dossier : Le Conseil constitutionnel, gardien des libertés publiques ?]. *Jus politicum*, mai 2012, n° 7. Disponible sur : <http://http://>
- Denquin, Jean-Marie. La jurisprudence du Conseil constitutionnel : grandeur ou décadence du droit constitutionnel ? [Dossier : Le Conseil constitutionnel, gardien des libertés publiques ?]. *Jus politicum*, mai 2012, n° 7. Disponible sur : <http://http://>
- Goesel-Le Bihan, Valérie. Le contrôle de proportionnalité exercé par le Conseil constitutionnel, technique de protection des libertés publiques ? [Dossier : Le Conseil constitutionnel, gardien des libertés publiques ?]. *Jus politicum*, mai 2012, n° 7. Disponible sur : <http://http://>
- Severino, Caterina. Un an de droit vivant devant le Conseil constitutionnel. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 44-50.

Effets des décisions (voir aussi droit de la santé sur l'affaire dite « Perruche »)

- Effet de la déclaration d'inconstitutionnalité. (CE, 11 avril 2012, n° 336839). *La Gazette du Palais*, 25-26 avril 2012, n° 116-117, p. 29.
- Brondel, Séverine. Effets d'une décision QPC sur les affaires en instance : nouvelles précisions. (CE, 4 mai 2012, n° 337490). *Actualité juridique-Droit administratif*, 21 mai 2012, n° 18/2012, p. 980.
- Danet, Didier ; Giudicelli, André. Des conséquences processuelles d'une inconstitutionnalité ou des effets pratiques de la malheureuse « inscription » de l'inceste dans le Code pénal. (Cass. crim., 12 octobre 2011, n° 10-88.885, n° 10-84.992 et n° 10-82.842). *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 183-184.
- Morel-Maroger, Juliette. Sanction disciplinaire. (CE, 11 avril 2012, n° 336839). In « Droit pénal bancaire ». *La Gazette du Palais*, 1^{er}-2 juin 2012, n° 153-154, p. 43-44.
- Philippe, Xavier. La question prioritaire de constitutionnalité. Dans une perspective comparatiste : les effets des décisions du juge constitutionnel dans le contrôle a posteriori. *Revue belge de droit constitutionnel*, avril 2012, n° 2-3, p. 159-170.
- Virot, Aurélie. La clarification de l'office du juge administratif après le prononcé d'une décision QPC d'abrogation (CE, ass., 13 mai 2011, n° 316734, M^{me} A.). In « Chronique de contentieux administratif n° XI (premier semestre 2011) ». *Les Petites Affiches*, 27 mars 2012, n° 62, p.8-13.

Droits fondamentaux et libertés publiques

- Beaud, Olivier ; Wachsmann, Patrick. Ouverture. [Dossier : Le Conseil constitutionnel, gardien des libertés publiques ?]. *Jus politicum*, mai 2012, n° 7. Disponible sur : <http://http://>
- Champeil-Desplats, Véronique. Le Conseil constitutionnel a-t-il une conception des libertés publiques ? [Dossier : Le Conseil constitutionnel, gardien des libertés publiques ?]. *Jus politicum*, mai 2012, n° 7.
- Jouanjan, Olivier. Le Conseil constitutionnel, gardien de l'égalité. [Dossier : Le Conseil constitutionnel, gardien des libertés publiques ?]. *Jus politicum*, mai 2012, n° 7. Disponible sur : <http://http://>

Justice

- Briand, Luc. L'avocat salarié et la clientèle personnelle : une première QPC. (CA Angers, 24 avril 2012, n° 11/02513). *La Gazette du Palais*, 18 mai 2012, n° 139-143, p. 14-16.
- Bugada, Alexis. La Commission arbitrale des journalistes professionnels : une juridiction conforme à la Constitution ? (Cass. soc., 9 mars 2012, n° 11-40109). *Procédures*, mai 2012, n° 5, p. 17-18.
- Mouannès, Hiam. L'impartialité juridictionnelle dans le viseur de la QPC. *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 273-278.
- Vergès, Etienne. Impartialité du juge des enfants et composition des juridictions des mineurs : le revirement de position. (Loi n° 2011-1940 du 26 décembre 2011 visant à instaurer un service citoyen pour les mineurs délinquants). *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 201-207.

Droit administratif

- Grandemange, Jean-Pierre. La composition des conseils universitaires est-elle inconstitutionnelle ? *Actualité juridique-Droit administratif*, 11 juin 2012, n° 20/2012, p. 1089-1094.
- Robert, Jacques-Henri. La hiérarchie des textes chahutée. (Cass. crim., 22 février 2012, n° 11-90122). *Droit pénal*, avril 2012, n° 4, p. 36-37.
- Roynier, Céline. Le Conseil d'État bloque la constitutionnalisation des procédures administratives répressives. (CE, 10 octobre 2011, n° 350969). *Actualité juridique-Droit administratif*, 2 avril 2012, n° 12/2012, p. 664-667.

Collectivités territoriales

- David, Carine. La question prioritaire de constitutionnalité à l'égard de dispositions d'une loi du pays de Nouvelle-Calédonie. *Revue juridique politique et économique de Nouvelle-Calédonie*, 2010, n° 15, p. 65-68.
- Faure, Bertrand. Sens et portée de la constitutionnalisation du droit des collectivités territoriales. *Pouvoirs locaux : les cahiers de la décentralisation*, juin 2012, n° 93 II/2012, p. 39-41.

- Fraisse, Régis. Le contrôle des lois du pays par le Conseil constitutionnel. [Dossier constitutionnel. Le droit constitutionnel calédonien. Colloque, 12-13 juillet 2010, Université de Nouvelle-Calédonie, Laboratoire de Recherche juridique et économique]. *Politeia*, automne 2011, n° 20, p. 219-230.

Droit civil

- Hauser, Jean. Nom, changement volontaire et filiation : incohérences et contradictions. (Cass. civ. 1^{re}, 12 octobre 2011, n° 11-40.062) In « Personnes et droits de la famille ». *Revue trimestrielle de droit civil*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 86-87.
- Maria, Ingrid. De la liberté de se marier des personnes sous curatelle : une restriction conforme à la Constitution ?. *Droit de la famille*, juin 2012, n° 6, p. 26-27.

Droit de la concurrence

- Gauthier, Laure ; Luc, Irène. Les questions prioritaires de constitutionnalité en droit de la concurrence. *Concurrences : revue des droits de la concurrence*, mai 2012, n° 2-2012, p. 200211.

Droit de l'environnement

- Crottet, Brice. Le Conseil constitutionnel et l'obligation de vigilance environnementale. *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2012, n° 90, p. 239-267.
- Foucher, Karine. Quand l'invocation de la Charte de l'environnement permet d'exclure les dispositions législatives du champ d'application de la QPC. (CE, 18 juillet 2011, n° 340512, Fédération nationale des chasseurs). *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 147-150.

Droit immobilier / Droit de l'urbanisme

- Hostiou, René. Obstacle à la reconnaissance du droit de rétrocession du fait de l'intervention d'une nouvelle DUP et QPC : constitutionnalité de l'article L. 12-6. (Cass. 3^e civ., 30 mars 2012, n° 12-40.001). *Revue de droit immobilier*, n° 6, p. 330-332.
- Vandermeeren, Roland. Le régime des droits de préemption réussit également l'épreuve de la QPC. (CE, 12 septembre 2011, n° 347444). In « Urbanisme, Chronique de jurisprudence du Conseil d'État ». *La Semaine juridique. Administrations et collectivités territoriales*, 23 avril 2012, n° 16, p. 12-13.

Droit fiscal / Finances publiques

- Dufour, Anne-Claire. La délimitation progressive d'un champ facultatif. In « L'objet atypique des lois de financement de la sécurité sociale ». *Les pouvoirs du Parlement sur les finances de la sécurité sociale. Étude des lois de financement de la sécurité sociale*. Paris : Dalloz ; Paris : Sénat, 2012, p. 79-91.
- Mangiavillano, Alexandre. [Saisines en matière financière : 2011-637 DC, 2011-368 DC, 2011-642 DC, 2011-644 DC, 2011-645 DC, 2010-109 QPC]. In « Jurisprudence du Conseil constitutionnel ». *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2012, n° 90, p. 397-406.
- Rabault, Hugues. Une QPC sur l'arrêt du cours des intérêts ! L'opposabilité de la doctrine administrative en droit fiscal : la constitutionnalité de l'article L. 80 A du livre des procédures fiscales. *Les Petites Affiches*, 15 juin 2012, n° 120, p. 20-25.

Droit des médias

- Derieux, Emmanuel. Prescription des infractions à la loi du 29 juillet 1881. Conformité à la Constitution. (Cass. 1^{re} civ., 5 avr. 2012). *Revue Lamy Droit de l'immatériel*, juin 2012, n° 83, p. 36-37.
- Enam, Alain. La loi de 1881 sur la liberté de la presse : du droit spécial de la presse au droit commun de la communication. *Revue Lamy Droit de l'immatériel*, juin 2012, n° 83, p. 61-65.
- Guerder, Pierre. L'évidence de la constitutionnalité de l'article 65 alinéa 1 de la loi du 29 juillet 1881. *Légipresse*, juin 2012, n° 295, p. 371-377.
- Mouysset, Olivier. Question prioritaire de constitutionnalité et infraction de presse. In « Un an de droit pénal de la presse (avril 2011-mars 2012) ». *Droit pénal*, juin 2012, n° 6, p. 26.
- Mouysset, Olivier. La responsabilité en matière de communication audiovisuelle. In « Un an de droit pénal de la presse (avril 2011-mars 2012) ». *Droit pénal*, juin 2012, n° 6, p. 28-29.

Droit pénal

- Daoud, Emmanuel ; Desplanques, Marie. Les présomptions d'intentionnalité posées par la Cour de cassation : une pratique inconstitutionnelle. *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 320-327.
- Dechepy, Johan. L'incidence de la question prioritaire de constitutionnalité sur le droit pénal de fond. Essai de synthèse (1^{er} mars 2010-1^{er} octobre 2011). *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 53-77.
- Detraz, Stéphane. Infraction pénale. (Cass. crim., 30 novembre 2011, n° 11-87.213). *La Gazette du Palais*, 20-21 avril 2012, n° 111-112, p. 33-34.
- Fortis, Elisabeth. De l'influence des QPC sur la définition des infractions ou du principe de la légalité des délits et peines *a posteriori*. *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 131-137.

- Fourment, François. *Ratio legis*, égalité et droit commun. [Éditorial]. *La Gazette du Palais*, 2021 avril 2012, n° 111-112, p. 3.
- Lamy, Bertrand de. Chronique de droit pénal constitutionnel. *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 217-237.
- Lamy, Bertrand de. Un nouveau procédé de constitutionnalisation du droit pénal : la QPC. Bilan critique. *Mélanges en l'honneur du professeur Jacques-Henri Robert*. Paris : Lexis-Nexis, 2012, p. 377-388.
- Mayaud, Yves. Entrée de la QPC dans les délits non intentionnels. (Cass. crim., 3 janvier 2012, QPC, n° 11-90.107). *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 140-141.
- Mesa, Rodolphe. Des difficiles rapports entre confusion des peines et sursis à l'affaiblissement de la sanction du délinquant réitérant. (Cass. crim., 12 avril 2012, n° 12-90.004). *La Gazette du Palais*, 18 mai 2012, n° 139-143, p. 14-16.
- Veron, Michel. Harcèlement sexuel. Définition insuffisamment claire et précise des actes incriminés. (Cass. crim., 29 février 2012, n° 11-85.377). *Droit pénal*, avril 2012, n° 4, p. 28.

Droit parlementaire / Loi / Légistique

- Goesel-Le Bihan, Valérie. Études d'impact de l'article 39 de la Constitution et contrôle de proportionnalité exercé par le Conseil constitutionnel. *Les études d'impact accompagnant les projets de loi*. Paris : LGDJ ; Paris : Lextenso éditions, 2012, p. 121-129.

Droit de la santé / Bioéthique

- Bloch, Cyril. Application dans le temps de l'amendement anti-Perruche : suite mais pas fin... In « Responsabilité civile ». *La Semaine juridique. Édition générale*, 23 avril 2012, n° 17, p. 866-867.
- Chevalier, Pierre. Les suites tirées par la Cour de cassation de la décision du Conseil constitutionnel sur la loi dite « Anti-Perruche » (Cass. civ. 1^{re}, 29 novembre 2011, n° 10-27473). *Revue française de droit administratif*, mars-avril 2012, n° 2, p. 364-375.
- Couronne, Vincent. Rétroactivité de la loi « anti-Perruche » : derniers échos d'une jurisprudence harmonieuse. (Cass. civ. 1^{re}, 15 décembre 2011, n° 10-27473). *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 307-309.
- Cristol, Danièle. L'application dans le temps du dispositif « anti-Perruche » : les monologues de la Cour de cassation et du Conseil d'État. (Cass. 1^{re} civ., 15 décembre 2011, n° 10-27473). *Revue de droit sanitaire et social*, mars-avril 2012, n° 2/2012, p. 366-372.
- Deumier, Pascale. L'après-QPC de l'anti-Perruche, épisode 1. (CE, Ass., 13 mai 2011, n° 329290) In « Sources du droit en droit interne ». *Revue trimestrielle de droit civil*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 71-75.
- Deumier, Pascale. L'après-QPC de l'anti-Perruche, épisode 2. (Cass. civ. 1^{re}, 15 décembre 2011, n° 10-27473). In « Sources du droit en droit interne ». *Revue trimestrielle de droit civil*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 75-78.
- Mirkovic, Aude. Interdiction du double don de gamètes : déjà déclarée conforme à la Constitution... Circulez, il n'y a rien à dire !. In « Chronique de jurisprudence Droit de la famille » (Cass. 1^{re} civ., 19 janvier 2012, n° 11-40.089). *La Gazette du Palais*, 22-23 juin 2012, n° 174-175, p. 12-13.

Droit social

- Bernaud, Valérie. Faut-il (encore) soulever des QPC en droit du travail ? *Droit social*, mai 2012, n° 5, p. 458-468.
- Le Nestour Drelon, Gaëlle. Indemnisation d'accidents du travail dus à une faute inexcusable de l'employeur : dernier acte. (Cass. 2^e civ., 4 avril 2012, n° 11-14.311). *Revue Lamy Droit civil*, juin 2012, n° 83, p. 23-25.
- Porchy-Simon, Stéphanie. Détermination des chefs de préjudices réparables en cas de faute inexcusable de l'employeur après la QPC du 18 juin 2010. *Recueil Dalloz*, 26 avril 2012, n° 17, p. 1098-1102.
- Radé, Christophe. Jurisprudence constitutionnelle de la chambre sociale de la Cour de cassation - novembre 2011. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 107-115.
- Struillou, Yves. Liberté syndicale, principe de participation des travailleurs et agents des collectivités publiques : le cas de la Nouvelle-Calédonie. (Cass. soc., 12 octobre 2011, n° 11-40.061). *Revue française de droit administratif*, mars-avril 2012, n° 2, p. 342-353.
- Struillou, Yves. Conformité à la Constitution du délai dont dispose l'employeur pour notifier le licenciement d'un représentant du personnel. *Le Droit ouvrier*, avril 2012, n° 765, p. 257-277.

Droit économique

- Canivet, Guy. De la constitutionnalité de l'article L. 442-6 du Code de commerce : l'action civile de l'autorité publique - nouvelle figure de l'ordre public économique en France. *Mélanges Jean-Louis Baudouin*. Québec : Éditions Yvon Blais, 2012, p. 1015-1039.

Droit des sociétés

- Boursier, Marie-Emma. Caractère non sérieux d'une question prioritaire de constitutionnalité relative au délit de prise illégale d'intérêt (Cass. crim., 30 novembre 2011, n° 11-993 QPC, non-lieu à renvoi au Conseil constitutionnel). In « Chronique trimestrielle de droit pénal des affaires (suite et fin) ». *Les Petites Affiches*, 18 avril 2012, n° 78, p. 17-18.
- Lienhard, Alain. Réunion à l'actif : effets de l'abrogation de l'article L. 624-6 du Code de commerce. (Cass. com., 11 avril 2012, n° 10-25.270 et n° 10-27.235). *Recueil Dalloz*, 3 mai 2012, n° 18, p. 1122.

- Levade, Anne. Le droit de l'Union ne régit pas les relations entre Convention européenne des droits de l'homme et droit national. (CJUE, Gde ch., 24 avril 2012, n° C-571/10). *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 290-292.
- Neuman, Gerald L.. The Brakes that Failed : Constitutional Restriction of International Agreements in France. *Cornell International Law Journal*, 2012, 110 p.

Divers

- Reuland, Nathalie. Accès aux sondages de l'Élysée. (TA Paris, 17 février 2012, n° 0920763). *Actualité juridique-Droit administratif*, 11 juin 2012, n° 20/2012, p. 1113-1120.

Articles étrangers

Allemagne

- Arnold, Rainer. Efficacité des normes et efficacité des systèmes juridiques : le cas de l'Allemagne. In : *L'Efficacité de la norme juridique. Nouveau vecteur de légitimité ?*. Bruxelles : Bruylant, 2012, p. 269-278.
- Arnold, Rainer ; Michl, Fabian. Le « frein à l'endettement » de l'État dans la Loi fondamentale allemande. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 7-15.
- Mongouachon, Claire. Les débats sur la Constitution économique en Allemagne. *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2012, n° 90, p. 303-337.
- Schott, Stéphane. Le référendum dans les *Länder* de la République fédérale d'Allemagne. In : *Théorie et pratiques du référendum*. Paris : Société de législation comparée. 2012, p. 53-78.

Australie

- Lajoinie, Tamara. Australie - Droit constitutionnel étranger, l'actualité constitutionnelle des pays de *common law* et de droit mixte. *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2012, n° 90, p. 441-454.

Belgique

- Bombois, Thomas ; Delpérée, Francis ; Dopagne, Frédéric ; Dupont, Nicolas ; Moline, Françoise. La cour constitutionnelle. Chronique de jurisprudence 2010. *Revue belge de droit constitutionnel*, avril 2012, n° 2-3, p. 229-295.
- Delpérée, Francis. Les questions préjudicielles de constitutionnalité. Approche comparative France-Belgique. Conclusions du séminaire. *Revue belge de droit constitutionnel*, avril 2012, n° 2-3, p. 171-173.
- Verdussen, Marc. La Cour constitutionnelle, partenaire de la Cour de justice de l'Union européenne. *Revue belge de droit constitutionnel*, avril 2012, n° 2-3, p. 81-109.
- Verdussen, Marc. Les questions préjudicielles de constitutionnalité. Approche comparative France-Belgique. Présentation du séminaire. *Revue belge de droit constitutionnel*, avril 2012, n° 2-3, p. 143-145.

Canada

- Hennigar, Matthew ; Kelly, James B.. The Canadian Charter of Rights and the minister of justice : Weak-form review within a constitutional Charter of Rights. *International Journal of Constitutional Law*, 2012, n° 1, p. 35-68.

Corée du Sud

- Chaihark Hahm. Beyond « law vs. politics » in constitutional adjudication : lessons from South Korea. *International Journal of Constitutional Law*, 2012, n° 1, p. 6-34.

Égypte

- Sabète, Wagdi. La transition constitutionnelle en Égypte. *Politeia*, automne 2011, n° 20, p. 53-79.

Espagne

- Rey Martinez, Fernando. Égalité constitutionnelle et sanction différenciée de comportements similaires. (Décision du Tribunal constitutionnel espagnol n° 59/2008). *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2012, n° 90, p. 291-302.

Hongrie

- Apelle, Philippe. La loi fondamentale de la Hongrie. *Revue administrative*, mars-avril 2012, n° 386, p. 129-141.

Irlande

- Durand, Franck. L'avenir incertain du Sénat irlandais. *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2012, n° 90, p. 269-290.
- Lagrave, Claire. Irlande - Droit constitutionnel étranger, l'actualité constitutionnelle des pays de *common law* et de droit mixte. *Revue française de droit constitutionnel*, avril 2012, n° 90, p. 441-454.

Italie

- Laffaille, Franck. Un nouveau principe constitutionnellement protégé en Italie : le « sentiment pour les animaux ». (Tribunal de Varese, 7 décembre 2011). *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 309-311.

Maroc

- Bendourou, Omar. La nouvelle Constitution marocaine du 29 juillet 2011 : Le changement entre mythe et réalité. *Revue du droit public*, mai-juin 2012, n° 3, p. 639-662.
- Bernoussi, Nadia. La Constitution marocaine du 29 juillet 2011 entre continuité et ruptures. *Revue du droit public*, mai-juin 2012, n° 3, p. 663-685.
- Touzeil-Divina, Mathieu. Un rendez-vous constituant manqué ? Où fleuriront au Maroc le jasmin et la fleur d'oranger. *Revue du droit public*, mai-juin 2012, n° 3, p. 687-715.

République tchèque

- Levade, Anne. L'identité constitutionnelle tchèque méconnue : quand la Cour constitutionnelle conteste une décision de la Cour de justice. (Cour constit. tchèque, 31 janvier 2012, régime des pensions slovaque ; CJUE, 22 juin 2011, n° C-399/09). *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 292-294.
- Lickova, Magdalena. Quand la Cour constitutionnelle tchèque défie la CJUE sur les pensions vieillesse. (Décision de l'Ústavní Soud, 31 janvier 2012, « Holubec », Pl. 05/12). *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 304-306.

Royaume-Uni

- Barbé, Vanessa. Le Fixed-term Parliaments Act 2011 ou la fin du droit de dissolution discrétionnaire au Royaume-Uni. *Constitutions*, janvier-mars 2012, n° 1, p. 28-33.
- Derosier, Jean-Philippe. Chronique d'une révolution silencieuse, ou lorsque la Chambre des communes ne peut plus être dissoute... : commentaire de la Loi du Parlement britannique du 15 septembre 2011, Fixed-term Parliaments Act. *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 262-265.
- Le Divellec, Armel. Un tournant de la culture constitutionnelle britannique : le Fixed-term Parliaments Act 2011 et l'amorce inédite de rationalisation du système parlementaire de gouvernement au Royaume-Uni. *Jus politicum*, mai 2012, n° 7. Disponible sur : <http://www.juspoliticum.com/>

Russie

- Zakharova, Maria V. Vingt ans après, la Russie est-elle dotée d'une véritable justice constitutionnelle ?. *Constitutions*, avril-juin 2012, n° 2, p. 235-245.

Suisse

- Giroux, Denis. Le système référendaire en Suisse. *Théorie et pratiques du référendum*. Paris : Société de législation comparée, 2012, p. 25-52.

Turquie

- Roznai, Yaniv ; Yolcu, Serkan. An unconstitutional constitutional amendment - The Turkish perspective : A comment on the Turkish Constitutional Court's headscarf decision. *International Journal of Constitutional Law*, 2012, n° 1, p. 175-207.